

Droit de retrait / Sécurité ferroviaire

Rien n'est terminé !

Des milliers de cheminotes et cheminots qui cessent le travail d'une manière spontanée parce que rien ne va plus concernant l'exercice de leur travail en termes de sécurité ferroviaire et de conditions de travail. Une direction SNCF aux abois à tous les niveaux de l'entreprise : nationalement des patrons déconnectés, de bons soldats dans les structures régionales et un

encadrement de proximité qui n'ose pas assez se révolter. Tout cela ponctué par un PDG sur le départ qui voulait finir son règne en réprimant encore celles et ceux qui osent s'opposer à sa politique. **Nous avons vécu ces derniers jours un épisode de mobilisation collective incroyable et une irresponsabilité glaçante de la direction.**

L'illégalité est du côté du gouvernement et de la direction SNCF !

Ce n'est pas devant les médias que l'on conteste la notion d'un danger grave et imminent mais juridiquement en première instance ; ce que la direction SNCF n'a pas fait et ce qui reconnaît ainsi le bien fondé du droit de retrait. Pour preuve, plusieurs réunions de concertation / groupe de travail et la rédaction de nombreux rapports concernant la sécurité ferroviaire ont été engagées dès l'accident ferroviaire du 16 octobre 2019.

S'il n'y avait pas de motif raisonnable de penser qu'une situation présente un danger grave et imminent, la direction générale de la sécurité n'aurait pas évoqué, pendant vingt heures, des sujets tels que : *le renforcement des dispositifs de protection des systèmes d'alerte, une révision des mesures applicables dans le cadre de l'exploitation en EAS d'engager une analyse de risques complémentaire pour de nouvelles pistes d'amélioration de la sécurité, ...*

Pour la fédération SUD-Rail, mais aussi pour l'inspection du travail, les choses sont très claires : **il ne doit y avoir aucune retenue salariale.** Les mises en demeure, accompagnées d'une pression managériale retranscrite dans de nombreux compte-rendu d'enquête dictée par la direction nationale ou de commission SSCT extraordinaires, **n'ont également aucun fondement valable.** Ces derniers jours, la fédération SUD-Rail a averti officiellement, par le dépôt d'une DCI, la direction nationale concernant cet abus de pouvoir et **a exigé l'arrêt complet des procédures de retenues sur les salaires ainsi que des procédures disciplinaires qui pourraient être lancées.**

Ils veulent nous réprimer et nous ponctionner car ils pensent que cela va nous affaiblir pour le mouvement reconductible du 5 décembre. Ils n'ont rien compris à notre colère et détermination.



Ce tableau d'affichage n'est pas une fake news.

EAS : notre revendication plus forte maintenant !

La direction SNCF et les Autorités Organisatrices ne peuvent plus cacher que l'exploitation des circulations ferroviaire en Equipement d'Agent Seul est **un recul pour le service public ferroviaire**. Les usagers se sont massivement exprimés dans différents sondages pour exiger le retour d'un contrôleur/se dans chaque train.

L'accident ferroviaire en Champagne-Ardenne a rappelé **que l'absence d'un-e ASCT engendre :**

- la **suppression de l'information** des usagers en situation perturbée,
- **l'impossibilité de porter assistance** aux voyageurs malades ou en difficulté,
- **L'accroissement des actes d'incivilité** et des risques d'agressions,
- **l'abandon des voyageurs** livrés à eux-mêmes en cas d'incident ou d'accident ferroviaire.

Il y a une dizaine d'années lorsque la direction a entamé le déploiement de l'EAS hors Ile de France, le directeur de l'activité TER **était un certain Jean-Pierre Farandou** ; comme on se retrouve ! Le nouveau président de la SNCF va devoir sans tarder répondre à cette revendication cheminot/usager et par la même occasion soutenir ou non les propos de Pépy sur le fait « *que sécurité dans un train était la même*

avec ou sans contrôleur ». SUD-Rail a commencé à interpellier les exécutifs des régions administratives sur ce sujet. **Les Autorités Organisatrices doivent exiger à la direction SNCF de remettre des contrôleurs/ses dans chaque TER dès le prochain changement de service**. C'est de cela qu'ont besoin les usagers, et pas de la privatisation des transports régionaux !

Départ de trains : la situation est devenue incontrôlable !

« *On reporte ou pas ?* » cela aura été la question qui a traversé l'ensemble des directions de la SNCF ces derniers jours. Comme personne ne maîtrise plus rien dans le système ferroviaire, **la Direction Générale a décidé de répondre négativement à notre revendication** : l'abandon de la réorganisation nationale concernant l'AuM.

Pour la fédération SUD-Rail, la situation est très alarmante : Nous sommes arrivés au stade ; que nous redoutions depuis plusieurs années : **le système de sécurité ferroviaire est aujourd'hui incontrôlable à cause la fragmentation dogmatique des activités et entre les EPIC et d'une gestion exclusivement financière de la sécurité**.

Avec la suppression des autorisations de départ, SNCF Mobilités a privilégié les suppressions de nombreux emplois dans les gares. SNCF Réseau – en se désintéressant totalement des impacts sur les agents circulation/aiguilleurs – s'est empressé de soutenir la disparition de cette boucle de sécurité pour également faciliter un peu plus la privatisation du chemin de fer ! Et au milieu de tout cela, la direction de la traction a décidé d'abandonner les ADC sur un réseau pas adapté aux nouvelles procédures qui devront se mettre en place le 15 décembre prochain.

Clairement, **nous allons tout droit face à la paralysie du système ferroviaire** et inévitablement une possibilité de plus en plus criante d'accidents dramatiques. Durant le mois de novembre, **nous allons continuer à mettre la pression sur la SNCF** aussi bien par filière (*Traction, Trains, Transport-Commercial*) qu'au niveau des instances. La fédération SUD-Rail exige que le nouveau Président de SNCF s'exprime très rapidement sur cette situation.

A partir du 5 décembre, nous allons agir contre le big bang social 2020 et pour imposer une alternative : la réintégration du système ferroviaire